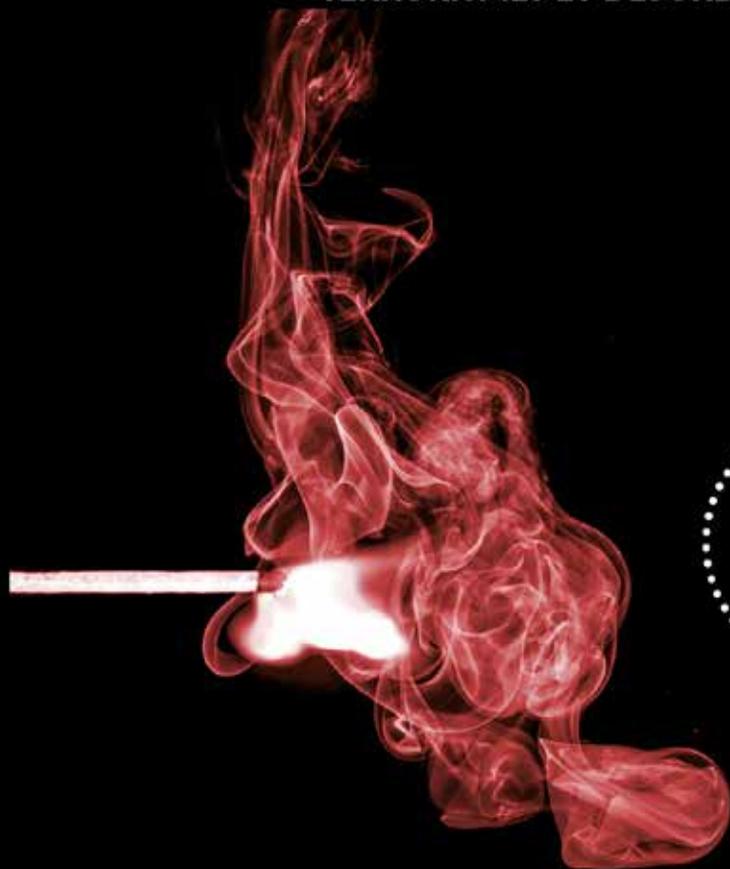


Gilbert Achcar

LE CHOC DES BARBARIES

TERRORISMES ET DÉSORDRE MONDIAL



*Troisième édition
augmentée*

SYLÉPSE

LE CHOC DES BARBARIES
TERRORISMES ET DÉSORDRE MONDIAL

GILBERT ACHCAR

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

DANS LA COLLECTION
POINTS CARDINAUX

Gérard Roche (coord.), *Capitalisme, néolibéralisme et mouvements sociaux en Russie*

Bachir Ben Barka (coord.), *Mehdi Ben Barka en héritage. De la Tricontinentale à l'altermondialisme*

Samir Amin, *Pour un monde multipolaire*

Aymard de Mengin, Lise Poirier-Courbet, *Bombay, rivage des possibles*

L'AUTEUR

N  en 1951, Gilbert Achcar a quitté le Liban pour la France en 1983. Après avoir été enseignant à l'Université de Paris 8, puis chercheur au Centre Marc Bloch   Berlin, il est depuis 2007 professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Ses publications les plus récentes, toutes parues dans la collection Sindbad/Actes Sud, sont : *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (2009) ; *Eichmann au Caire et autres essais* (2012) ; *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (2013) ; *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (2015) ; *Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe* (2017).

ÉDITIONS SYLLEPSE 2017
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS
EDITION@SYLLEPSE.NET
WWW.SYLLEPSE.NET
ISBN : 978-2-84950-542-7

La photo de couverture a pour origine le site *Pexels*, www.pexels.com/photo-license/.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION FRANÇAISE BAGDAD-EN-FRANCE	7
PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION ANGLAISE (2005) NEW YORK-SUR-TAMISE	15
INTRODUCTION D'UN 11 SEPTEMBRE À L'AUTRE	25
1. COMPASSION NARCISSIQUE ET SPECTACLE MONDIAL	31
Antiaméricanisme et «valeurs» L'absolu et le relatif La singularité du 11 septembre Mondialisation et compassion narcissique Médiatisation et logique de guerre	
2. PÉTROLE, RELIGION, FANATISME ET APPRENTIS SORCIERS	49
Les apprentis sorciers Un Texas islamique La propagation de l'intégrisme islamique Interprétations de l'intégrisme islamique Du despotisme en pays d'Islam Ni fascisme, ni progressisme Le duel entre Ben Laden et Washington	
3. HAINE, BARBARIES, ASYMÉTRIE ET ANOMIE	89
Haine et stratégie Le choc des barbaries La prévention du terrorisme De la dominance asymétrique L'unilatéralisme hégémonique Terrorismes apocalyptiques Violences urbaines et anomie	
4. LA BARBARIE DE LA «MISSION CIVILISATRICE» [POST-SCRIPTUM]	133
Des variétés de la jouissance perverse Les habits neufs de la «mission civilisatrice» Le «paradoxe de la démocratie»	
CONCLUSION LE LÉVIATHAN ET LES PRÉSIDENTS	163
Deux conceptions de l'ordre mondial Les options des après-guerres	

PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION FRANÇAISE
BAGDAD-EN-FRANCE

Après l'*annus horribilis* que connut la France en 2015 avec les attentats de janvier et de novembre, c'est sur l'amère impression d'un *annus horribilis* mondial que s'achève 2016. Jubilation de la droite xénophobe européenne à l'occasion du Brexit, 14 Juillet sanglant à Nice et nouvelle poussée d'islamophobie, élection du démagogue ultraréactionnaire Donald Trump à la présidence des États-Unis, martyre d'Alep en Syrie, triomphe de Vladimir Poutine: de quoi susciter un profond haut-le-cœur, avec le sentiment cauchemardesque de vivre une version new-look de l'entre-deux-guerres du siècle dernier.

C'est à l'orée du siècle présent, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, qu'a été rédigée la première édition de ce livre. Le diagnostic-pronostic que traduisait le titre peut être résumé ainsi: la conjonction des effets sociaux ravageurs du néolibéralisme avec la cupidité impérialiste manifestée par les États-Unis à la suite de leur triomphe dans la Guerre froide a créé un terreau favorable pour une nouvelle libération des tendances barbares inhérentes à chaque espace culturel et refoulées par le processus civilisationnel au cours des premières décennies de l'après-1945. Une dialectique réactionnaire s'est enclenchée dans laquelle les barbaries opposées se renforcent mutuellement en s'affrontant, la barbarie des puissants attisant la barbarie asymétrique des faibles.

Au cours de la quinzaine d'années écoulées depuis lors, ce choc des barbaries n'a malheureusement pas cessé de s'aggraver. La rapacité impériale de l'administration de George W. Bush a donné libre cours à la barbarie de la soldatesque agissant sous son commandement. Elle a permis du même coup à la barbarie terroriste d'Al-Qaïda de s'implanter en Irak et d'y fonder le précurseur de l'abominable «État islamique», parvenu, en 2014, à prendre le contrôle d'une vaste étendue de territoire en Irak et en Syrie en réaction à la barbarie du régime syrien et des forces régionales manipulées par l'Iran.

Parallèlement, cette quinzaine d'années a vu l'émergence d'une Russie néotsariste dirigée par un Vladimir Poutine dont le cynisme machiste et brutal suscite l'admiration de toute la gamme des droites populistes et nationalistes, de Silvio Berlusconi à Marine Le Pen en passant par Donald Trump, François Fillon, Beppe Grillo, Nigel Farage, Viktor Orbán, Benjamin Netanyahu, Recep Tayyip Erdogan, Rodrigo Duterte, et bien d'autres du même acabit ou pires encore¹. Au comble de cette éruption réactionnaire planétaire, les États-Unis, jadis dernier recours contre le nazisme, ont élu à leur présidence le dirigeant le plus imprévisible et le plus inquiétant jamais parvenu à la tête d'une grande puissance mondiale depuis Adolf Hitler. Et si, par un singulier retournement historique, c'est aujourd'hui l'Allemagne d'Angela Merkel qui incarne le «centrisme» et la «modération» dans la politique mondiale, elle ne fait malheureusement pas le poids face au basculement de l'hyperpuissance américaine à droite toute, sans parler de la précarité de la situation en Allemagne même.

Face à cette réaction planétaire à rebours du processus civilisationnel de longue durée et des valeurs dont il a été porteur – cosmopolitisme, libéralisme politique, féminisme, antiracisme, égalité des genres – que pèse ce degré ultime de la barbarie terroriste déployée au nom d'une interprétation mortellement exclusive de l'islam qu'est l'«État islamique»? Au regard de l'histoire, le rôle principal qu'il aura joué sera d'avoir été un formidable catalyseur des barbaries opposées, autrement plus puissantes. Lorsque sonnera l'heure du bilan, la barbarie de l'«État islamique» aura surtout servi de faire-valoir à la montée en puissance de l'ensemble des courants du continuum situé à la droite de l'échiquier politique mondial et dont la plupart se repaissent d'islamophobie.

Le gang meurtrier de l'«État islamique» est, avant tout, une réaction fantasmée de la part de quelques milliers d'individus au sentiment d'écrasement et d'oppression qui est celui de catégories diverses de musulmans : Irakiens sunnites exaspérés par le gouvernement confessionnel chiite inféodé à l'Iran que leur a légué l'occupation américaine de leur pays ; Syriens sunnites accablés par l'extrême barbarie du régime du clan Assad, soutenu par Téhéran et Moscou ; jeunes Tunisiens

1. Alan Feuer, Andrew Higgins, «Extremists turn to a leader to protect Western values: Vladimir Putin», *New York Times*, 3 décembre 2016.

et autres déçus de l'avortement du soulèvement arabe, qui trouvent dans la barbarie de l'«État islamique» un exutoire à leur frustration et un moyen de s'évader d'un quotidien fait de chômage et de misère; jeunes Français ou Britanniques ou autres Européens, «issus de l'immigration musulmane» et enrégés par l'expérience d'une précarité sociale envenimée par un racisme antimusulman qui plonge ses racines dans le legs colonial; jeunes immigrants originaires de pays majoritairement musulmans et confrontés au même racisme, d'autant plus virulent que sa cible est moins «assimilée». Tous en veulent aux États-Unis, ainsi qu'à la France et à la Grande-Bretagne et autres pays occidentaux impliqués dans les guerres menées en terre d'Islam, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique de part et d'autre du Sahara.

Face à cette colossale adversité, une frange franchit le pas, attirée par la perspective séduisante d'échanger le statut de paria soumis aux brimades des représentants de l'autorité et frustré de ne pouvoir se procurer à volonté les signes extérieurs d'appartenance à la société de surconsommation (autrement que par le vol et les risques afférents), contre celui de participant à une autorité d'autant plus enivrante qu'elle est débridée. (L'autre option qui s'offre à eux pour accéder à une parcelle de pouvoir est l'engagement dans la police, dont l'action est restreinte et encadrée dans la plupart des États.) L'illusion ainsi acquise d'un micropouvoir sans limites fascine même des non-musulmans qui se convertissent à l'islam. L'attrait de cette évasion dans l'intégrisme islamique est considérablement renforcé pour les jeunes mâles par la légitimation idéologique qu'elle octroie pour une domination sexuelle sans entraves, voire la perspective de l'asservissement sexuel que fait habilement miroiter l'«État islamique».

Pour d'autres, en quête d'aventures plus excitantes et plus extrêmes encore, c'est la perspective de «s'éclater» – en combinant les deux sens de ce terme en français – qui l'emporte. Option fatale impliquant l'auto-annihilation et donc une détermination à toute épreuve, elle attire un nombre forcément beaucoup plus restreint, mais néanmoins suffisant à perpétrer des massacres spectaculaires. C'est le cas des exécutants des opérations de l'«État islamique» en terre d'Occident, dont la psychologie correspond à celle qui est décrite dans cet ouvrage². La «joie extatique» de leur échappée meurtrière est une satisfaction immédiate

2. Voir «Haine et stratégie», chapitre 3, p. 89.

qui s'ajoute à la perspective d'un séjour illimité au paradis céleste selon un pari pascalien commun à ceux qui empruntent cette voie sans retour qu'est l'adhésion à l'un des avatars du terrorisme islamique. Leur pari est toutefois bien plus risqué que celui de Blaise Pascal : pour qu'ils emportent la mise, il faudrait non seulement que Dieu existe, mais aussi qu'il approuve l'interprétation très particulière et très minoritaire de la religion islamique qui est celle de leur organisation. Autrement, il serait certainement plus dans leur intérêt qu'il n'y ait ni au-delà, ni jugement dernier.

Croire que la perspective de l'accès au paradis constitue la motivation première du passage à l'acte suicidaire des recrues du terrorisme intégriste, plutôt qu'un pari subsidiaire, c'est les confondre avec des mystiques ou des « fous de Dieu » – ce qu'ils ne sont pas dans leur très grande majorité. C'est aussi attribuer à la rationalité religieuse de leur engagement bien plus d'importance qu'elle n'en a en réalité. Il en va de même de toutes les doctrines irrationnelles au regard de l'idéologie humaniste portée par la longue durée de l'histoire : l'attrait raisonné des grotesques élucubrations idéologiques anti-Lumières d'un Adolf Hitler aurait été bien limité sans le culte de la haine et la fascination de la violence qu'il a adroitement cultivés et mis en scène dans des circonstances historiques et sociales propices à l'éréthisme politique. Cela, l'« État islamique » l'a parfaitement compris : comme l'ont souligné à l'unisson les observateurs, il a porté la propagande terroriste totalitaire à un haut degré de sophistication dans la mise en scène macabre, ainsi que la production des images et leur diffusion. Ce sont le culte de la haine et la fascination de la violence qui constituent les principales clés du recrutement du terrorisme islamique, tant en terre d'Islam qu'en Occident.

Or, haine et violence ne se développent pas dans le vide comme par génération spontanée : il leur faut toujours des circonstances aggravantes. Lorsqu'ils se trouvent au principe d'une « stratégie du faible au fort », de l'opprimé à l'opresseur (ou plus exactement de membre de la catégorie opprimée à membre de la catégorie des oppresseurs), leur intensité est proportionnelle à celle du sentiment de vexation et d'injustice qui les sous-tend. La barbarie d'Al-Qaïda était directement issue, à l'origine, de la rencontre entre la barbarie à bien plus grande échelle de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, la culture obscurantiste propagée par le royaume saoudien et la dictature militaire pakistanaise avec le soutien des États-Unis. Elle s'est nourrie par la suite de l'intense

ressentiment provoqué par l'embargo criminel imposé à l'Irak après l'assaut dévastateur lancé par les États-Unis en 1991. Elle a été portée à un nouveau sommet par l'occupation américaine du même Irak à partir de 2003, puis au comble par la barbarie extrême du régime syrien appuyé par l'Iran et ses auxiliaires.

La barbarie directement inspirée par les rivaux totalitaires Al-Qaïda-État islamique a sévi en France de façon particulièrement et spectaculairement meurtrière depuis janvier 2015. Le rapport de cette triste singularité avec la longue et très brutale histoire coloniale de la France en Afrique et les conséquences sociales, politiques et culturelles de décennies d'exploitation et de ségrégation en France de la main-d'œuvre à bon marché en provenance du même continent, est aussi évident que le rapport des « émeutes des banlieues » de 2005 en France avec les mêmes faits. Dans un moment fugace de lucidité politique dont il s'est vite rétracté, c'est Manuel Valls lui-même, alors Premier ministre, qui a fait le lien, le 20 janvier 2015, entre les terribles attentats de Paris et la condition des populations issues de l'immigration africaine qu'il a justement décrite comme un « apartheid territorial, social, ethnique ».

Aggravé par les brimades des appareils répressifs, cet « apartheid » a constitué le terreau dans lequel les rivaux totalitaires sont parvenus à recruter des volontaires, sans grande difficulté à les convaincre que la France était en guerre contre l'« Islam », au vu des aventures militaires menées en Libye, au Mali, en Syrie et au Yémen par un François Hollande soucieux de compenser son image de personnage falot en abusant de la gâchette. Cette remarquable propension à faire le coup de feu était étroitement liée aux prouesses de marchand de canons du même Hollande, qui a présidé à une augmentation impressionnante des exportations françaises d'armement à la manière d'un armurier disposé à fermer les yeux sur les casiers judiciaires de ses clients, parmi lesquels les monarchies pétrolières du Golfe et l'Égypte du général Sissi viennent en tête.

Et tout ce que l'équipe « socialiste » Hollande-Valls-Cazeneuve a trouvé à faire pour parer aux conséquences de sa gestion catastrophique de la France sur tous les plans – économique, social, éducatif, sécuritaire et militaire –, c'est de préparer le terrain pour le glissement de la France à droite toute, annoncé par les sondeurs. Ils croyaient peut-être l'exorciser en le préemptant. N'est-ce pas ainsi qu'avaient agi leurs camarades

du Parti social-démocrate d'Allemagne dans l'Allemagne weimarienne? C'est ce que rappelait Giorgio Agamben à la fin de l'année 2015 :

L'état d'urgence est justement le dispositif par lequel les pouvoirs totalitaires se sont installés en Europe. Ainsi, dans les années qui ont précédé la prise du pouvoir par Hitler, les gouvernements sociaux-démocrates de Weimar avaient eu si souvent recours à l'état d'urgence (état d'exception, comme on le nomme en allemand), qu'on a pu dire que l'Allemagne avait déjà cessé, avant 1933, d'être une démocratie parlementaire.

Or le premier acte d'Hitler, après sa nomination, a été de proclamer un état d'urgence, qui n'a jamais été révoqué. Lorsqu'on s'étonne des crimes qui ont pu être commis impunément en Allemagne par les nazis, on oublie que ces actes étaient parfaitement légaux, car le pays était soumis à l'état d'exception et que les libertés individuelles étaient suspendues.

On ne voit pas pourquoi un pareil scénario ne pourrait pas se répéter en France : on imagine sans difficulté un gouvernement d'extrême droite se servir à ses fins d'un état d'urgence auquel les gouvernements socialistes ont désormais habitué les citoyens. Dans un pays qui vit dans un état d'urgence prolongé, et dans lequel les opérations de police se substituent progressivement au pouvoir judiciaire, il faut s'attendre à une dégradation rapide et irréversible des institutions publiques³.

Il est encore trop tôt pour prendre toute la mesure du glissement de terrain mondial que représente l'élection d'un Donald Trump à la présidence des États-Unis. Notons toutefois qu'au moment d'écrire cette préface, plus d'un mois avant son investiture, Trump a déjà largement détrompé ceux qui ont tenté de se consoler en se persuadant qu'il allait agir en « présidentiable » une fois élu – alors même que c'est en agissant de manière radicalement contraire qu'il était parvenu à se faire élire (par une minorité de l'électorat américain, il est vrai). On n'a pas manqué de souligner qu'en 1933, beaucoup ont voulu croire pareillement que le délire verbal d'un Hitler allait céder la place à une attitude plus raisonnable sous l'effet magique de l'endossement de l'habit de chancelier de la république de Weimar.

3. Giorgio Agamben, « De l'État de droit à l'État de sécurité », *Le Monde*, 23 décembre 2015.

L'Axe Allemagne-Italie-Japon des années 1930 était contrebalancé par les États qui allaient constituer les Nations unies en 1942 : les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Certes, le cours de l'histoire reste loin d'être aussi tragique, mais les perspectives sont fort préoccupantes car, cette fois-ci, l'axe réactionnaire en gestation comprend les États-Unis et la Russie, les deux principales puissances militaires mondiales tandis qu'un fort vent de droite souffle sur les États européens et le Japon. Il n'y a heureusement pas de troisième guerre mondiale qui se profile à l'horizon, mais c'est parce que la configuration de l'affrontement planétaire qui s'annonce est différente. Elle est révélée par les diatribes de Trump contre les Mexicains, les Chinois et les musulmans. Le nouvel axe réactionnaire mondial semble destiné à s'impliquer non dans un affrontement Nord-Nord entre grandes puissances ennemies, ni même dans un « choc des civilisations » dont la religion serait la ligne de faille principale, mais dans un affrontement Nord-Sud et riches-pauvres. Il en résultera nécessairement une nouvelle aggravation du choc des barbaries sur le mode qui nous est devenu familier depuis le tournant du siècle.

Sur cet horizon fort sombre, une lueur d'espoir se profile néanmoins. À bien y réfléchir, l'élément le plus surprenant dans les présidentielles américaines de 2016 n'était pas la résistible ascension de Donald Trump : celle-ci s'inscrivait en droite ligne d'un glissement républicain vers la droite ultraréactionnaire qui a commencé avec Ronald Reagan et sa « révolution conservatrice » (expression dont l'origine remonte au courant politique qui a prélué au nazisme dans l'Allemagne weimarienne), s'est amplifié avec la présidence de George W. Bush, a débordé les limites du Parti républicain avec le Tea Party et a atteint son paroxysme dans l'opposition hargneuse et chargée de racisme à Barack Obama.

Rien par contre ne permettait d'envisager qu'un homme qui se déclare ouvertement « socialiste » – une appellation dont la connotation aux États-Unis est comparable à celle de « communiste », voire de « trotskiste », en France – parvienne à enthousiasmer et mobiliser des millions d'Américains et d'Américaines, jeunes en grande majorité, et manque de peu ce qui jusqu'alors était considéré comme relevant de l'impossible : emporter les primaires démocrates contre l'establishment du parti. Ajoutons que les sondages donnaient cet homme, Bernie Sanders, largement gagnant dans l'hypothèse d'un duel avec Trump, contrairement

à sa rivale démocrate, Hillary Clinton, dont les chances étaient estimées être nettement moins favorables face au démagogue milliardaire.

C'est que la radicalisation provoquée par les ravages du néolibéralisme ne se produit pas exclusivement à droite, mais bien sous la forme d'une polarisation entre droite et gauche comme dans l'entre-deux-guerres du siècle passé, bien que sous une forme très différente. En témoignent à gauche nombre d'événements de ces dernières années, outre le phénomène inouï de la campagne Sanders : le soulèvement arabe de 2011 qui, malgré le formidable revers qu'il a subi depuis 2013, n'en a pas moins révélé un énorme potentiel progressiste, notamment dans la jeunesse, un potentiel qui continue à se manifester par intermittence comme lors du mouvement social qu'a connu le Maroc à l'automne 2016⁴ ; la poussée des mouvements de gauche en Europe du Sud ; l'arrivée à la tête du Parti travailliste britannique d'un membre de la gauche radicale en la personne de Jeremy Corbyn, porté par un gonflement des rangs du parti de 200 000 jusqu'à un demi-million de membres, un développement aussi inattendu que ce qui est arrivé aux États-Unis. Même en France où les conditions politiques paraissent désastreuses avec la perspective d'un second tour de l'élection présidentielle réduit à une bataille entre droite dure et extrême droite, l'année 2016 a vu une remarquable mobilisation sociale et politique contre la loi Travail élaborée par le gouvernement de Manuel Valls qui, en aspirant à être le Tony Blair français, n'a réussi qu'à faire le lit de François Fillon, émule de Margaret Thatcher.

Un des thèmes soulignés dans la première édition de cet ouvrage était que «le mouvement progressiste de lutte contre la mondialisation néolibérale – né dans les dernières années du 20^e siècle et que caractérise, en cette orée du 21^e siècle, sa croissance rapide au sein de la nouvelle génération» est le seul antidote aux phénomènes réactionnaires alimentés par la crise mondiale et à la recrudescence du choc des barbaries qu'ils promettent. Quinze ans après, il est encore plus clair, en effet, que l'accumulation des catastrophes ne pourra être interrompue que par un changement des rapports de forces sociopolitiques débouchant sur un nouveau changement de paradigme socio-économique à l'échelle mondiale, mettant fin aux ravages du néolibéralisme.

11 décembre 2016

4. Mes analyses du soulèvement arabe sont exposées dans *Le Peuple veut : Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Actes Sud, 2013) et *Symptômes morbides : La rechute du soulèvement arabe* (Actes Sud, 2017).

PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION ANGLAISE (2005)
NEW YORK-SUR-TAMISE

«Lorsque je descends maintenant la Byres Road, j’imagine où la bombe peut exploser : chez le vendeur de journaux, à l’arrêt de bus ou parmi les personnes qui attendent le métro. Mais je suis, bien sûr, en sécurité. Les terroristes que nous sommes en train de créer ne nous ont pas encore atteints et la Byres Road est juste comme je m’y attendais, et tandis que je la descends, des gens en Irak, que je n’ai jamais rencontrés, sont en train de mourir, d’être blessés, estropiés, traumatisés par les forces britanniques, par nos vaillants garçons, qui seront, eux aussi, blessés, estropiés, traumatisés», A. L. Kennedy (23 mars 2003, au début de l’invasion de l’Irak)¹.

Toutes les tragédies ne se répètent pas en farces, loin s’en faut. Il en est qui se répètent en tragédies – plusieurs fois même, jusqu’à constituer des feuilletons macabres. Le feuilleton des terrorismes en est un : le terrorisme gouvernemental international (états-unien, britannique, russe, israélien, arabe, etc.) et la variante islamique du terrorisme non gouvernemental s’affrontent, depuis près d’un quart de siècle maintenant, en une série d’épisodes sanglants dont l’arène n’a cessé de s’élargir, surtout depuis le retournement d’Oussama Ben Laden contre ses alliés occidentaux, survenu il y a quinze ans.

Dans sa guérilla planétaire, le réseau Al-Qaida a réussi à frapper les capitales ou les ressortissants de plusieurs pays participant à la «guerre contre le terrorisme», dirigée par George W. Bush en Afghanistan et en Irak : après New York et Washington, Djerba (cibles allemandes) en Tunisie, Karachi (cibles françaises), Bali (cibles australiennes), Istanbul, Madrid et Londres. Liste impressionnante, bien que non exhaustive, dont la concordance avec la liste des principaux pays participants aux expéditions afghane et irakienne démontre bien qu’une véritable stratégie

1. A. L. Kennedy, «You can’t make an omelette...», *Sunday Herald* (Glasgow), 23 mars 2003.

mondiale est à l'œuvre – d'ailleurs revendiquée comme telle par les chefs d'Al-Qaida eux-mêmes.

Il se trouve encore pourtant, après chaque attentat, des politiciens et autres « experts » pour expliquer doctement que tout cela n'a rien à voir avec les guerres menées par les États-Unis et leurs alliés, et tout à voir avec une version *soft* du « choc des civilisations » : le « choc des valeurs ». En panne d'inspiration, Tony Blair, le 7 juillet 2005, le jour des attentats de Londres, semblait répéter les propos tenus par George W. Bush après le 11 septembre 2001² :

C'est par le terrorisme que ceux qui ont commis cet acte terrible expriment leurs valeurs, et c'est à ce moment précis que nous faisons la démonstration des nôtres. Je crois que nous savons tous ce qu'ils essayent de faire – ils essayent d'utiliser le massacre de personnes innocentes pour nous terrifier, nous effrayer au point de ne plus pouvoir faire ce que nous voulons faire, ils essayent de nous empêcher de vaquer à nos affaires comme d'habitude, comme nous sommes en droit de faire, et ils ne devraient pas, ils ne doivent pas réussir³.

Ainsi donc, les terroristes de Londres cherchaient à empêcher les Britanniques à « vaquer à [leurs] affaires comme d'habitude », comme ils sont « en droit de faire » : en s'exprimant ainsi, Tony Blair insinuait-il que l'occupation de l'Irak tombe sous la catégorie des affaires « habituelles » que les Britanniques sont « en droit de faire » ? Si cela était bien le cas, il se confirmerait que la pensée du Premier ministre, par une inquiétante « hystérèse », est en retard d'un siècle sur son temps, dans le contexte de ce « nouvel impérialisme » qui a marqué la rhétorique du gouvernement britannique sous sa direction et qui a vite trouvé ses chantres intellectuels⁴.

À moins, bien sûr, que les attentats du 7 juillet n'aient « rien à voir » avec la participation zélée de Londres aux expéditions impériales de Washington, et qu'il ne s'agissait, pour ceux qui les ont perpétrés, que d'empêcher les Londoniens de pratiquer librement leur « mode de vie ». C'est ici qu'entrent en scène les « experts », jamais en manque d'expertises confirmant ce que les gouvernants souhaitent entendre (et c'est

2. Propos cités dans le chapitre 1 du présent ouvrage.

3. « Transcript of statement made by the Prime Minister Tony Blair », 7 juillet 2005, 10 Downing Street (Internet).

4. Sur la doctrine néo-impériale de Tony Blair, voir le chapitre 4 de cet ouvrage.

bien pourquoi ils sont consultés). Olivier Roy, professeur français en poste à Londres, a signé dans le *New York Times*, dans la foulée des attentats, un article intitulé : «Why do they hate us? Not because of Iraq» («Pourquoi nous détestent-ils? Pas à cause de l'Irak»).

Selon l'«expert» Roy, ceux qui commettent des attentats comme ceux de Londres ne réagissent pas aux expéditions impériales, en tant que telles, mais les voient plutôt «comme faisant partie d'un phénomène mondial de domination culturelle⁵». Il avance deux arguments pour prouver que le réseau Al-Qaida n'est pas vraiment concerné par l'Irak, l'Afghanistan ou la Palestine. Le premier est que les attentats du 11 septembre ont eu lieu avant les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak – logique d'autant plus imparable que les invasions en question ont été faites en réaction à ces attentats, selon la version officielle. Les attentats du 11 septembre auraient même été préparés avant le début de la «seconde Intifada» en septembre 2000, ajoute l'«expert», qui fait mine de croire que l'oppression des Palestiniens n'avait commencé qu'à cette dernière date, et que la population irakienne n'avait rien subi de la part des États-Unis et du Royaume-Uni avant mars 2003⁶.

Roy se souvient bien, par contre, du fait que le retournement de Ben Laden contre Washington a été déclenché par le déploiement de troupes états-uniennes sur le territoire de son pays, le royaume saoudien – déploiement qui était lui-même le prélude à la première guerre menée par les États-Unis contre l'Irak. Il règle ce problème par une entourloupe – «Mais M. Ben Laden était déjà à ce moment un vétéran du combat, engagé dans un djihad mondial.» – comme s'il ignorait que le «djihad mondial» dirigé par Ben Laden était exclusivement anticommuniste et avait seulement pour cible, auparavant, les forces d'occupation soviétiques en Afghanistan.

Le deuxième argument de notre «expert» est qu'il n'y a «pratiquement pas d'Afghans, d'Irakiens ou de Palestiniens parmi les terroristes». Argument biaisé, ici aussi, puisque, tout d'abord, les «Saoudiens» ne sont pas mentionnés, alors que tout le monde sait que 15 des 19 auteurs des attentats du 11 septembre étaient originaires du royaume saoudien, de même que Ben Laden lui-même et un grand nombre des membres de son réseau. Or, il serait bien difficile de nier le rapport direct entre leur

5. Olivier Roy, «Why do they hate us? Not because of Iraq», *New York Times*, 22 juillet 2005.

6. Au sujet des motivations de Ben Laden, voir les chapitres 2 et 3 de cet ouvrage. Sur le coût humain de l'embargo imposé à la population irakienne de 1991 à 2003, voir le chapitre. 1

motivation et la tutelle de Washington sur leur gouvernement despotique, illustrée de la manière la plus crue par la présence militaire des États-Unis dans le royaume.

Ensuite, tout le monde sait que des Palestiniens ont longtemps pratiqué le «terrorisme mondial»: ils en ont même été les précurseurs, avant de s'apercevoir que cette forme d'action desservait leur cause plus qu'elle ne la servait, et surtout avant que l'Intifada déclenchée en décembre 1987 ne vienne bouleverser les données de la lutte palestinienne. Ceux, enfin, parmi les Irakiens et les Afghans, qui souhaitent porter des coups aux États-Unis et au Royaume-Uni, ont assez à faire dans leurs pays respectifs, vers lesquels convergent d'ailleurs, dans ce même dessein, beaucoup de ressortissants d'autres pays.

Certes, le vivier dans lequel Al-Qaida recrute ses exécutants est composé de personnes frustrées par l'exploitation et l'oppression qu'elles subissent, à plus d'un titre – qu'il s'agisse de personnes vivant dans des pays musulmans soumis à la tutelle de l'Occident, ou de personnes originaires de pays musulmans et immigrées en Occident. Ce constat est banal. Mais tout expliquer par les effets *culturels* de la «mondialisation», comme le fait Olivier Roy, a pour conséquence d'occulter les motivations politiques du terrorisme, d'absoudre les gouvernements des pays dont les ressortissants sont victimes du «djihad mondial», et de faire de ce phénomène une conséquence inévitable d'une «mondialisation», dont on nous dit souvent à d'autres occasions – lorsque la précarisation sociale qui l'accompagne est pointée du doigt – qu'elle fait partie du cours naturel imperturbable des choses⁷.

Aux allégations de ceux qui cherchent à brouiller les pistes, les auteurs et organisateurs des attentats répondirent eux-mêmes. Dans un message vidéo diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera le 1^{er} septembre 2005, Ayman Al-Zawahiri, le mentor et compagnon d'Oussama Ben Laden, répondait directement aux tentatives faites par Tony Blair et ses *spin doctors*⁸, officiels ou bénévoles, de nier tout rapport direct entre les attentats de Londres et la participation britannique aux expéditions impériales de Washington.

7. Sur le rapport entre la «mondialisation» néolibérale et la recrudescence mondiale du terrorisme, voir le chapitre 3 de cet ouvrage.

8. Conseillers en communication.

Cette razzia bénie, comme ses antécédents glorieux à New York, Washington et Madrid, a transporté la bataille sur le territoire de l'ennemi après de longs siècles durant lesquels l'ennemi a apporté la bataille sur notre territoire, et après que ses légions et forces eurent occupé nos terres en Tchétchénie, Afghanistan, Irak et Palestine, après des siècles durant lesquels il a occupé nos terres tout en étant en sûreté chez lui. [...]

Blair a apporté des calamités à son peuple au cœur de leur capitale, et il en apportera davantage, si Dieu veut, parce qu'il continue à prendre son peuple pour des niais, et persiste avec entêtement à les traiter comme des idiots qui ne comprennent rien. Il continue à leur affirmer que ce qui a eu lieu à Londres n'a rien à voir avec les crimes qu'il a perpétrés en Palestine, en Afghanistan et en Irak. Ô peuple de la coalition croisée, non seulement Blair accorde peu de valeur au sang des Musulmans en Irak, Palestine, Tchétchénie et Afghanistan, mais il accorde aussi peu de valeur à votre sang, car il vous envoie au crématoire en Irak, et vous expose à la mort dans votre propre pays, à cause de sa croisade contre l'Islam⁹.

Probablement excédé de voir des « experts » occidentaux affirmer que le réseau Al-Qaida ne serait en fait qu'une étiquette que des auteurs d'attentats en divers points du globe s'attribueraient en l'absence de tout lien organisationnel réel, Al-Zawahiri joignit à sa propre déclaration celle du chef des kamikazes de Londres, Mohamed Sidique Khan. Celle-ci avait été enregistrée avant l'attentat-suicide manifestement afin d'établir la preuve irréfutable du caractère organisé de l'action du réseau terroriste sur le plan mondial. Ces propos, eux aussi, ont fait le tour du monde :

Je suis sûr qu'à cette heure-ci les médias ont peint de moi l'image qui convient. Cette machine de propagande prévisible essayera naturellement de présenter les choses de façon à arranger le gouvernement et effrayer les masses pour qu'elles se conforment à leurs programmes obsédés par le pouvoir et la richesse. [...]

Vos gouvernements démocratiquement élus commettent en permanence des atrocités contre mon peuple dans le monde entier, et le soutien que vous leur apportez vous rend directement responsables, tout comme j'ai la responsabilité directe de protéger et de

9. Extraits d'une vidéocassette d'Al-Qaida videotape diffusée sur *Al-Jazeera TV* le 1^{er} septembre 2005 (traduit de l'arabe).

venger mes frères et sœurs musulmans. Jusqu'à ce que nous nous sentions en sécurité, vous serez nos cibles, et jusqu'à ce que vous arrêtiez de bombarder, gazer, emprisonner et torturer mon peuple, nous ne cesserons pas ce combat¹⁰.

Encore une fois, il ne s'agit nullement ici de verser dans l'excès inverse de celui de la « machine de propagande » des gouvernements de Londres et Washington et, en s'appuyant sur les déclarations d'un Khan, de politiser intégralement l'action d'auteurs d'attentats comme ceux de Londres, en érudant le substrat social de leur engagement. On peut tout à fait s'accorder avec Naomi Klein, par exemple, pour considérer que « le racisme est le meilleur instrument de recrutement des terroristes¹¹ ». Mais c'est un fait plus certain encore que la société britannique en ce début de 21^e siècle est moins raciste que bien d'autres sociétés occidentales d'aujourd'hui ou, à plus forte raison, d'hier. Les frustrations sociales et culturelles, qu'elles soient d'ailleurs aggravées ou non par un contexte de clivage « racial¹² », ne suffisent pas à expliquer un degré de haine tel qu'il pousse ceux qu'il anime à s'immoler pour tuer de façon indiscriminée des ressortissants du pays tenu pour responsable. L'idéologie seule suffit encore moins à expliquer leurs actes, bien entendu.

Afin de produire des Mohamed Atta et des Mohamed Sidique Khan, il faut que s'ajoute aux frustrations sociales et culturelles l'indignation intense que produit le spectacle de la violence exercée contre des victimes auxquelles les personnes concernées s'identifient (Palestiniens, Irakiens, Tchétchènes, Afghans, etc.), pour les militants musulmans qui rejoignent Al-Qaeda¹³. Seul ce spectacle, à défaut de l'épreuve directe

10. *Ibid.* (original en anglais).

11. Naomi Klein, « Racism is the terrorists' greatest recruitment tool », *The Guardian*, 13 août 2005 (version abrégée de « Terror's greatest recruitment tool », *The Nation*, 29 août 2005).

12. La grande majorité des recrues d'Al-Qaïda proviennent directement de pays musulmans où elles n'ont pas été exposées directement à une oppression à caractère « racial ».

13. L'étude consacrée au phénomène des attentats-suicides par Robert Pape, *Dying to Win: The Strategic Logic of Suicide Terrorism* (New York, Random House, 2005), corrobore entièrement ce qui est affirmé ici. Ce n'est pas « l'intégrisme islamique » en soi qui explique les attentats-suicides (dont les détenteurs du record mondial sont les Tigres Tamils du Sri Lanka, groupe d'origine « marxiste-léniniste » actif au sein d'une population de religion hindoue). « Ce que presque tous les attentats-suicides terroristes ont en commun, c'est plutôt un objectif spécifique séculier et stratégique : forcer des démocraties modernes à retirer des forces militaires de territoires que les terroristes considéraient comme leur pays » (p. 4). Notons, en passant, que ce constat fait ressortir clairement la singularité barbare des attentats-suicides anti-chiites en Irak (voir le chapitre 4 de cet ouvrage).

